BDC
L'entrepreneur d'abord

FÉVRIER 2013

# LETTRE économique

## QU'ADVIENT-IL DES MOYENNES ENTREPRISES CANADIENNES ?

Au Canada, la majorité des entreprises sont de petite taille. En effet, 98 % d'entre elles comptent moins de 100 employés. Les grandes entreprises, qui ont 500 employés ou plus, et les moyennes entreprises, dont l'effectif se situe entre 100 et 499 employés, se partagent les 2 % restants. On parle souvent des grandes entreprises, car elles emploient une part importante de la main-d'œuvre et font souvent la une des journaux. En revanche, les moyennes entreprises passent le plus souvent inaperçues, car les études qui se penchent sur les enjeux propres aux petites et moyennes entreprises (les PME) reflètent davantage le point de vue des petites, qui en constituent presque la totalité.

La contribution des moyennes entreprises à l'économie canadienne est cependant de beaucoup supérieure à leur proportion dans la population des entreprises. De fait, alors que cette proportion est inférieure à 1 %, elles génèrent 12 % du produit intérieur brut, 17 % de la valeur des exportations et emploient 16 % de la main-d'œuvre. Compte tenu de leur apport à l'économie canadienne, la BDC a voulu en apprendre davantage à leur sujet. Grâce au Programme d'analyse longitudinale de l'emploi de Statistique Canada, il a été possible d'analyser les tendances du nombre de moyennes entreprises au cours des années 2000, par région et par secteur d'activité. Par ailleurs, en collaboration avec la société d'études de marché Harris/Décima, la BDC a mené un sondage auprès des moyennes entreprises afin de déterminer les enjeux internes et externes auxquels celles-ci sont confrontées, de cerner les facteurs qui les empêchent de devenir de grandes entreprises et d'identifier leurs avantages et leurs handicaps concurrentiels[1].

Entre 2006 et 2010, le nombre de moyennes entreprises a baissé de 17 % au Canada. Le secteur manufacturier a été frappé de plein fouet : les moyennes entreprises ont diminué de moitié dans ce secteur au cours de cette période (50,8 %). La concurrence des pays émergents, l'appréciation du dollar canadien, la crise financière de 2008 et la récession qui a suivi en 2009 ont contribué à ce déclin. Le nombre de moyennes entreprises a reculé dans toutes les régions du Canada, mais la baisse a été plus marquée en Ontario en raison des difficultés du secteur automobile. De 2001 à 2010, en moyenne et à chaque année, 14 % des moyennes entreprises sont redevenues de petites entreprises ou ont fermé leurs portes, ▼

**1** Le sondage a été effectué auprès de 301 décideurs clés à la tête de moyennes entreprises de différentes régions du Canada et de divers secteurs d'activité, du 12 juillet au 10 août 2012. La marge d'erreur est de +/- 5,6 points de pourcentage, 19 fois sur 20.


Canada
> La croissance du PIB réel s'accélère
> L'emploi recule légèrement
> Le déficit commercial rétrécit
> Les mises en chantier poursuivent leur tendance à la baisse

États-Unis
> Le PIB réel se contracte
> L'emploi poursuit sa remontée
> Le marché de l'habitation reprend de la vigueur

Les taux d'intérêt
Le taux directeur restera stable plus longtemps que prévu

Pétrole et dollar canadien

Confiance des PME

Conditions du crédit

Indicateurs clés



La lettre économique mensuelle de BDC est produite par l'équipe de l'Analyse économique du service du Marketing et Affaires publiques. Elle s'appuie sur des données économiques provenant de diverses sources publiques. La présente lettre est fondée sur les données parues avant le 9 février. Le lecteur est l'unique responsable de l'usage qu'il fait de ces informations.



© 2012 Banque de développement du Canada
1 888 INFO BDC | bdc.ca

tandis que seulement 1,4 % d'entre elles sont devenues de grandes sociétés. Ces statistiques indiquent que les moyennes entreprises ont été confrontées à de sérieux enjeux au cours de la première décennie des années 2000.

Le portrait des moyennes entreprises n'est pas tout noir pour autant. Selon les résultats du sondage mené en collaboration avec la firme Harris/Décima, dans l'ensemble la performance récente des moyennes entreprises est bonne. De fait, seulement 14 % des répondants ont signalé un recul des ventes au cours des trois dernières années et le tiers ont indiqué qu'elles étaient demeurées stables, en moyenne, au cours de cette période. Les autres entreprises, soit la moitié de l'échantillon, ont enregistré une progression des ventes qui s'est effectuée, dans l'ensemble, à un rythme annuel moyen de 3,8 %. Par ailleurs, 64 % des répondants au sondage s'attendent à une augmentation de leurs ventes au cours des trois prochaines années : 53 % anticipent une progression annuelle moyenne de 1 % à 10 % et 11 % prévoient une croissance encore plus forte.

Actuellement, les répondants considèrent que la concurrence féroce est le principal enjeu externe auquel leur entreprise est confrontée. Ce même facteur est au nombre des obstacles à la croissance et au passage d'une moyenne à une grande entreprise, mais le plus important dans ce cas est cependant l'accès au financement, qui a été mentionné par 40 % des répondants (Graphique). À l'interne, ce sont des enjeux reliés aux ressources humaines (la capacité de recruter, de retenir et de perfectionner le personnel clé) qui dominent les préoccupations des dirigeants des moyennes entreprises. La taille de l'entreprise, qu'elle soit trop petite ou trop grande, est considérée par les répondants comme le principal handicap concurrentiel de l'entreprise moyenne, alors que le service à la clientèle constitue selon eux son principal avantage concurrentiel.

Le déclin des moyennes entreprises au Canada au cours de la dernière décennie est préoccupant en raison de leur importante contribution à l'économie. Il faut poursuivre la recherche afin de comprendre les exigences en matière de finances et de gestion qui leur permettront de croître et de prospérer dans la conjoncture économique actuelle. ■

**D'après vous, quels facteurs empêchent les moyennes entreprises de devenir de grandes entreprises ?**

Source : Harris/Décima, Survey on Business Challenges of Mid-Sized Firms, septembre 2012

## CANADA

Retour

Les données du commerce extérieur laissent croire que les exportations ont de nouveau contribué négativement à la croissance du PIB réel au dernier trimestre de 2012. En revanche, la progression de l'emploi est restée solide jusqu'à la fin de l'année, ce qui a sans doute soutenu la consommation. Après plusieurs mois de gains, la contraction de l'emploi observée en janvier n'est pas étonnante, mais la chute des mises en chantier donne à penser que l'investissement en construction résidentielle pourrait être encore plus faible que prévu en 2013.

### La croissance du PIB réel s'accélère

Le PIB réel par industrie a progressé de 0,3 % en novembre par rapport au mois précédent. Il s'agit du meilleur résultat enregistré depuis le mois d'avril 2012. La production a augmenté dans la majorité des grands secteurs. Ainsi, après trois mois consécutifs de reculs, la production manufacturière s'est accrue en novembre. Le commerce de gros et de détail, l'extraction minière, gazière et pétrolière et les services publics ont ▼

**Contribution des principaux secteurs à la croissance du PIB**
(en points de pourcentage, novembre 2012)

1 Comprend également l'exploitation en carrière
2 L'éducation, la santé et les administrations publiques

Source : Statistique Canada

également enregistré de bonnes avancées. En revanche, le secteur de la finance et des assurances a encaissé un recul. Enfin, le niveau de la production est demeuré inchangé dans la construction (Graphique). La Banque du Canada a révisé à la baisse, de 2,5 % à 1,0 %, la croissance du PIB réel prévue pour le quatrième trimestre. Les données de novembre sont compatibles avec les attentes de la banque centrale.

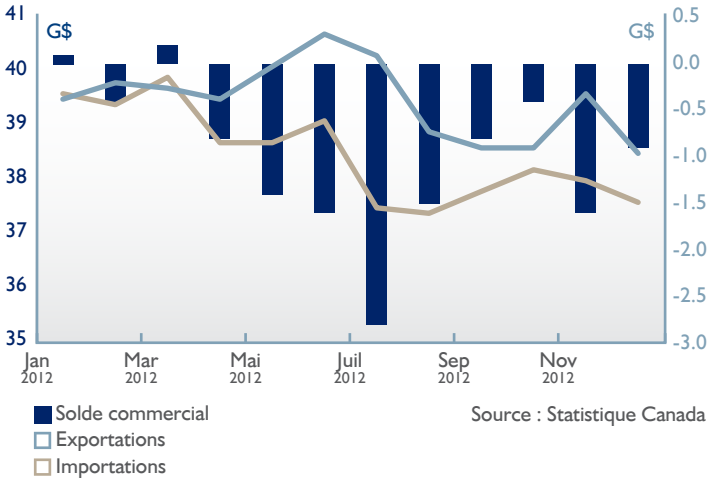
## L'emploi recule légèrement

Après cinq mois de solide progression, l'emploi s'est légèrement contracté en janvier. La majorité des pertes d'emplois (21 900) étaient concentrées dans le travail à temps plein (20 600). C'est surtout le secteur public qui a écopé, notamment le secteur de l'enseignement où l'emploi a diminué de 30 900. Dans le secteur privé, des baisses dans la fabrication et dans le secteur de la finance, de l'assurance et de l'immobilier ont été contrebalancées par des gains dans la construction et les services professionnels, scientifiques et techniques. Au niveau régional, c'est l'Ontario (-31 200) et la Colombie-Britannique (-15 900) qui ont été encaissé les pertes les plus importantes. En dépit de la contraction de l'emploi, le taux de chômage a légèrement baissé en janvier au pays, passant de 7,1 % à 7,0 %, en raison du recul de la population active.

## Le déficit commercial rétrécit

Une baisse des importations plus importante que celle des exportations (-2,8 % contre -0,9 %) a entraîné la diminution du déficit commercial, qui est passé de 1,7 milliards de dollars en novembre à 901 millions de dollars en décembre. Les exportations vers les États-Unis ont reculé de 4,0 %, après une augmentation de 4,4 % le mois précédent, alors que celles à destination des autres pays ont augmenté de 8,5 %. Ce sont les produits énergétiques qui ont mené la baisse des exportations en décembre, suivis par les véhicules automobiles et leurs pièces. Les exportations ont poursuivi une tendance à la baisse tout au long de 2012 et le solde commercial est déficitaire depuis le mois d'avril (Graphique).

**Commerce international**
(janvier 2012 à décembre 2012)




Source : Statistique Canada

## Les mises en chantier poursuivent leur tendance à la baisse

Le nombre de mises en chantier a diminué pour le cinquième mois d'affilée : d'un sommet de 228 284 unités en septembre 2012, il s'est établi à 160 577 en janvier 2013. Dans les centres urbains, les mises en chantier de maisons individuelles ont reculé de 11,2 % en janvier, par rapport au mois précédent, et celles des logements collectifs de 28,9 %. L'Ontario et le Québec ont enregistré d'importants reculs des mises en chantier, alors qu'à l'inverse elles ont considérablement augmenté dans les provinces de l'Atlantique. La Société canadienne d'hypothèques et de logement prévoyait un ralentissement des mises en chantier à 193 600 unités en 2013. Si la tendance se maintient, les résultats pourraient être plus faibles que prévus. ■

# ÉTATS-UNIS

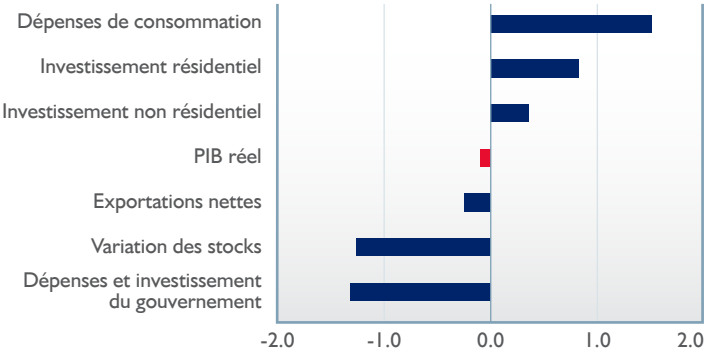
Retour

L'économie reprend graduellement du poil de la bête : le marché du logement poursuit sa remontée et l'emploi continue à progresser. Il ne faut pas trop d'inquiéter de la contraction du PIB réel au quatrième trimestre, car elle résulte principalement d'une perturbation temporaire causée par l'ouragan Sandy et d'une diminution exceptionnelle des dépenses militaires qui ne devrait pas se répéter. Les résultats des comptes nationaux indiquent une accélération de la consommation et des investissements privés, ce qui est de très bon augure.

## Le PIB réel se contracte

Au quatrième trimestre de 2012, le PIB réel a diminué de 0,1 % par rapport au trimestre précédent. Ce recul est principalement dû à une baisse de l'investissement dans les stocks des entreprises qui résulte sans doute des perturbations de la chaîne de production causées par l'ouragan Sandy. L'effet de la variation des stocks a été de retrancher 1,3 point de pourcentage à la croissance du PIB réel au quatrième trimestre. Une réduction substantielle des dépenses gouvernementales—notamment celles liées à la défense—a fait reculer la croissance du PIB réel d'autant (Graphique). Enfin, la contribution des exportations nettes à la croissance ▼

**Contribution à la variation du PIB réel**
(Points de pourcentage)




Source : U.S. Bureau of Economic Analysis

a également été négative. Par contre, les dépenses de consommation et l'investissement privé résidentiel et non résidentiel ont progressé à des rythmes plus vigoureux qu'au trimestre précédent. En dépit de la baisse au quatrième trimestre, le PIB réel a augmenté de 2,2 % en 2012, tel que prévu par le Consensus.

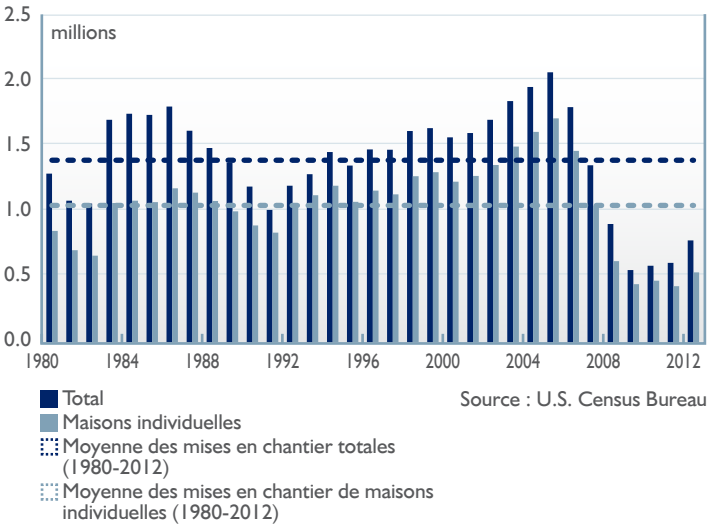
## L'emploi poursuit sa remontée

L'emploi a poursuivi sa remontée en janvier en enregistrant une hausse de 157 000 postes. Les données de 2012, en particulier celles de décembre et de novembre, ont été significativement révisées à la hausse en raison d'informations additionnelles fournies par les entreprises depuis la dernière publication, de la mise à jour des facteurs saisonniers et de la révision annuelle du processus d'estimation des données. Ainsi, l'augmentation mensuelle moyenne de l'emploi se serait chiffrée à 181 000 en 2012 plutôt qu'à 153 000 tel qu'estimé précédemment. En janvier, l'emploi a augmenté dans la plupart des secteurs, mais davantage dans ceux du commerce de détail, de la construction et des soins de santé. Il est resté relativement stable dans le secteur manufacturier. Le taux de chômage s'est établi à 7,9 % comparativement à 7,8 % en décembre.

## Les marché de l'habitation reprend de la vigueur

En décembre, les mises en chantier étaient en hausse de 12,1 % par rapport au mois précédent, reflétant une progression mensuelle de 8,1 % dans le segment des maisons individuelles et de 23,1 % dans celui des logements collectifs. De leur côté, les ventes de maisons existantes ont baissé de 1,0 % en décembre par rapport au mois précédent, mais elles ont progressé de 12,8 % depuis décembre 2011. Le marché de l'habitation a repris de la vigueur en 2012 : les mises en chantier se sont accrues de 28,8 % par rapport à 2011, ce qui leur a permis de se rapprocher un peu plus de leur moyenne à long terme (Graphique), et les ventes résidentielles ont progressé de 9,2 % par rapport à 2011 atteignant leur plus haut volume des cinq dernières années, soit 4,65 millions contre 5,03 millions en 2007.

**Mises en chantier**
(1980 à 2012)




Source : U.S. Census Bureau

# LES TAUX D'INTÉRÊT

Retour

## Le taux directeur restera stable plus longtemps que prévu

Le 23 janvier, la Banque du Canada a décidé de laisser le taux directeur inchangé, tel que prévu. La banque centrale a de nouveau mentionné qu'une modeste réduction de la détente monétaire (c'est-à-dire une légère augmentation du taux directeur) sera nécessaire au fil du temps, mais qu'elle se ne se produira pas aussi rapidement que prévu auparavant. Le fait est que l'économie canadienne a ralenti plus que prévu au cours du deuxième semestre de 2012 et que l'inflation est inférieure à ce que la banque centrale anticipait. La Banque a révisé à la baisse son estimation de la croissance du PIB réel en 2012 (Tableau), mais prévoit qu'elle s'accélérera graduellement et que l'économie atteindra sa pleine capacité au deuxième semestre de 2014.

**Prévisions de croissance du PIB réel**

| | 2012 | 2013 | 2014 |
|---|---|---|---|
| Octobre 2012 | 2,2% | 2,3% | 2,4% |
| **Janvier 2013** | **1,9%** | **2,0%** | **2,7%** |

Source : Rapport sur la politique monétaire, Banque du Canada, janvier 2013

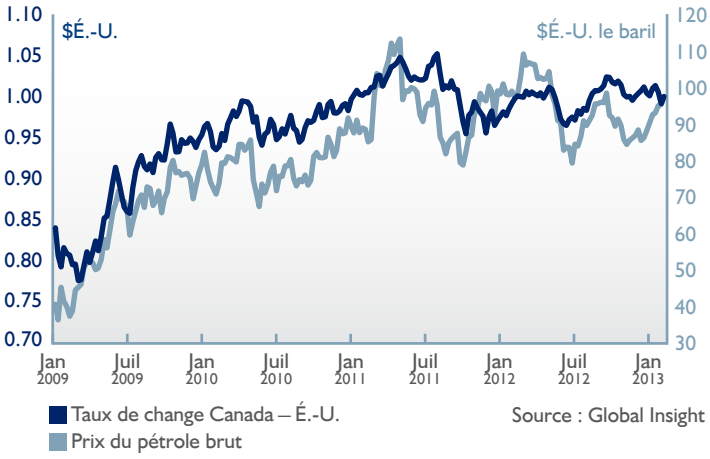
# PÉTROLE ET DOLLAR CANADIEN

Retour

## Le prix du pétrole rebondit, le dollar canadien reste stable

Plusieurs facteurs ont poussé le prix du pétrole brut à la hausse au cours du dernier mois, notamment un regain d'optimisme en ce qui concerne l'économie des États-Unis et de la Chine, les deux plus importants consommateurs de pétrole de la planète, l'exacerbation des tensions au Moyen-Orient (assassinat d'une figure de proue de l'opposition en Tunisie, de nouvelles attaques des rebelles en Syrie et le refus de l'Iran de négocier directement la question nucléaire avec les États-Unis) et l'annonce d'une hausse plus modérée que prévu des stocks de pétrole américains. Le dollar canadien est pour sa part demeuré relativement stable au cours de cette période (Graphique). ■

**Prix du pétrole brut et taux de change Canada – États-Unis**




Source : Global Insight

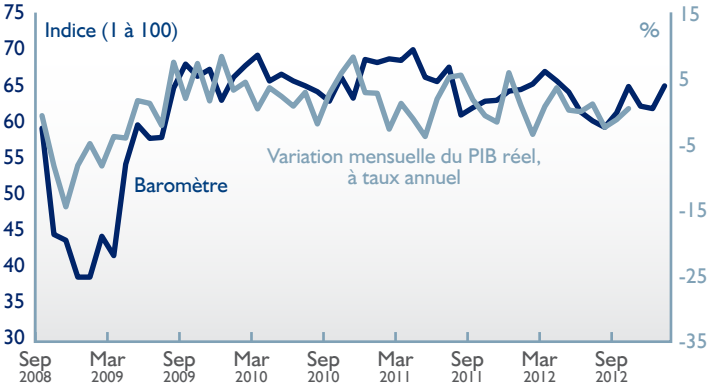
# CONFIANCE DES PME

Retour

## La confiance des entreprises se raffermit

Après s'être quelque peu détériorée à la fin de l'année 2012, la confiance des chefs de petites et moyennes entreprises s'est raffermie en janvier : l'indice du baromètre des affaires de la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante est en effet remonté à 65,7, soit près du niveau où il se situait en octobre (Graphique). La situation s'est améliorée dans toutes les provinces, sauf en Colombie-Britannique. Les résultats de janvier sont positifs. À 27 %, le pourcentage des chefs d'entreprises qui prévoient embaucher du personnel à temps plein au cours des trois prochains mois est à son plus haut niveau depuis la récession. Par ailleurs, 44 % des répondants considèrent que la situation générale des affaires est bonne, ce qui constitue le meilleur résultat depuis quatre ans. ■

**Indice du baromètre des affaires**




Source : Fédération canadienne de l'entreprise indépendante

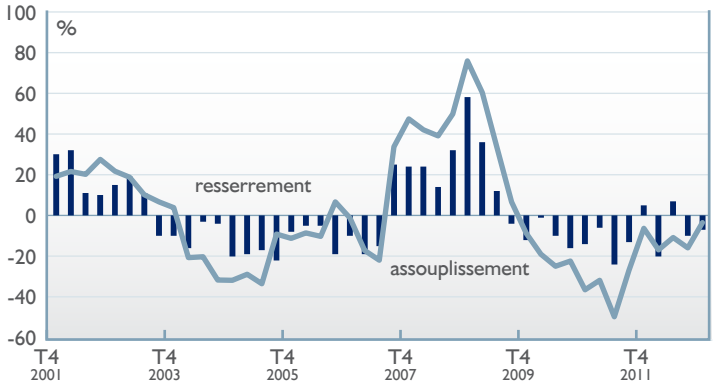
# CONDITIONS DU CRÉDIT AUX ENTREPRISES

Retour

## Le crédit bancaire augmente et les conditions de crédit restent stables

Après un certain ralentissement, la croissance du crédit consenti aux entreprises par les banques à charte a repris un rythme de croissance vigoureux : le crédit bancaire à court terme s'est accru de 21,3 % en décembre par rapport au mois précédent, alors que le crédit à long terme augmentait de 18,3 %. Par ailleurs, selon l'Enquête sur les responsables du crédit de la Banque du Canada, les conditions de crédit auxquelles font face les entreprises n'ont pas changé au cours des trois derniers mois (Graphique). De son côté, l'Enquête sur les perspectives des entreprises indique que les conditions de crédit n'ont pas changé pour la grande majorité des entreprises, mais que certaines, particulièrement chez les grandes entreprises, ont profité d'un assouplissement. ■

**Conditions du crédit aux entreprises**
(Solde des opinions)




Source : Banque du Canada

# INDICATEURS CLÉS — CANADA

Retour

| Indicateurs clés — Canada | Passé | | | | 2012 | | | | Plus récent | | Prévisions | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 | T1 | T2 | T3 | T4 | | | 2013 | 2014 |
| PIB réel (% croissance) | 1,1 | -2,8 | 3,2 | 2,6 | 1,7 | 1,7 | 0,6 | | Nov | 0,3 | 1,8 | 2,4 |
| Dépenses en machinerie & équipement (% croissance) | 0,1 | -20,4 | 13,7 | 10,7 | 4,1 | 1,6 | 0,2 | | | | 4,7 | 6,7 |
| Profits des sociétés avant impôts (% croissance) | 11,0 | -33,1 | 21,2 | 15,4 | -23,7 | -17,2 | 4,4 | | | | 3,4 | 5,2 |
| Production industrielle (% croissance) | -3,1 | -9,5 | 4,9 | 3,5 | -1,5 | 1,0 | -2,5 | | Nov | 0,8 | 1,8 | 2,8 |
| Prix des produits industriels (% croissance) | 4,3 | -3,5 | 1,0 | 4,6 | 0,9 | 0,9 | -2,5 | -0,1 | Déc | 0,0 | 1,3 | 1,9 |
| Construction non-résidentielle (% croissance) | 7,8 | -18,6 | 15,0 | 10,2 | 9,0 | 14,2 | -4,4 | | | | | |
| Mises en chantier (' 000 unités) | 211 | 148 | 191 | 193 | 205 | 231 | 222 | 202 | Jan | 161 | 186 | 177 |
| Dépenses personnelles (% croissance) | 2,9 | 0,1 | 3,5 | 2,4 | 1,1 | 0,4 | 3,1 | | | | 2,1 | 2,2 |
| Prix à la consommation (% croissance) | 2,4 | 0,3 | 1,8 | 2,9 | 2,1 | 0,1 | 0,1 | 1,4 | Déc | -0,6 | 1,8 | 2,0 |
| Emploi (% croissance) | 1,7 | -1,6 | 1,4 | 1,5 | 0,8 | 2,6 | 0,6 | 2,4 | Jan | -0,1 | | |
| Taux de chômage (%) | 6,1 | 8,3 | 8,0 | 7,5 | 7,4 | 7,3 | 7,3 | 7,2 | Jan | 7,0 | 7,2 | 7,0 |
| Indice de confiance des PME (FCEI) | 56,1 | 57,7 | 66,7 | 66,4 | 66,3 | 64,4 | 61,0 | 63,7 | Jan | 65,7 | | |
| Indice de confiance des manufacturiers (FCEI) | 52,7 | 56,0 | 68,6 | 67,2 | 69,0 | 67,2 | 65,3 | 65,2 | Jan | 66,7 | | |

Sources : Statistique Canada, Consensus Economics et Fédération canadienne de l'entreprise indépendante, Taux de croissance annuel, taux de croissance trimestriel à taux annuel et taux de croissance mensuel.